

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 04 Novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAVE

Les Guichardières
ZA Bois de Cornillé
35500 Cornillé

Références : UD35/2025-414
Code AIOT : 0005503680

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement SAVE implanté Les Guichardières ZA Bois de Cornillé 35500 Cornillé. L'inspection a été annoncée le 14/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVE
- Les Guichardières ZA Bois de Cornillé 35500 Cornillé
- Code AIOT : 0005503680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'incinération exploitée par la Société Armoricaine de Valorisation Energétique (SAVE) située à Cornillé est autorisée par arrêté préfectoral du 22 septembre 2000. Elle appartient au groupe Agromousquetaires.

Elle réceptionne principalement des déchets organiques non-dangereux ainsi que des boues de stations d'épuration. La vapeur produite est valorisée sous forme de chaleur par la société voisine SNC Cornillé qui appartient au même groupe.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	PRÉVENTION DU BRUIT	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 4.1
2	PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 4.4
3	PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 4.5
5	DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'INSTALLATION D'INCINERATION	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.7
6	Performance énergétique	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.11
7	description des installations classées	Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 1.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté puis transmis tous les documents sollicités.

Il veille au respect des procédures et échéances au travers d'outils et documents internes adaptés.

Il est attentif au maintien d'un environnement préservé au travers sa démarche de recherche fine de source sonore générant un niveau à la limite du seuil réglementaire et la mise en place d'un point de surveillance supplémentaire dans le cadre de la surveillance environnementale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un plan de l'établissement faisant apparaître : - les installations de prélèvements, le réseau d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires, le bassin de confinement, les points de rejet dans le milieu naturel, les points de prélèvement d'échantillons (canaux de mesure, piézomètres...). <p>Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, de l'agent chargé de la Police de l'Eau, ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.</p>
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan initial intégrant l'installation associée de Cornillé SAS. Ce plan global intègre le bassin de confinement, le point de rejet et le point de prélèvement. <p>En complément, l'exploitant a présenté des plans spécifiques à l'installation SAVE, complétés par des zooms, pour les modifications intervenues sur les réseaux de cette installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Une autorisation de rejet concernant ces eaux pluviales doit être établie et une procédure d'alerte est établie en cas d'incident.
Constats : Comme l'indique le plan présenté, le bassin d'orage est bien situé sur la propriété de CORNILLÉ SAS (ex SNC CORNILLE). L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées une convention établie entre SAVE et CORNILLÉ SAS : l'autorisation de rejet fait l'objet de l'article 3.1. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées cette convention, par courriel du 16/09/2025. L'exploitant dispose d'une procédure d'alerte spécifique en cas de pollution des eaux pluviales. L'instruction en cas de déversement a été transmise à l'inspection des installations classées, par courriel du 16/09/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, eaux usées domestiques
Prescription contrôlée : Les eaux vannes et eaux usées domestiques sont collectées pour être injectées dans le four avec les matières à incinérer.
Constats : L'injection des eaux vannes et eaux usées domestiques dans le four apparaît au travers la procédure « Conduite de pré-traitement » (transmise à l'inspection des installations classées, par courriel du 16/09/202); celle-ci est complétée par un schéma présenté en séance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PRÉVENTION DU BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'aménagement
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables. Article 5 de l'arrêté du 23 janvier 1997 La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté. L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.
Constats : Par courriel du 03/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports relatifs aux niveaux sonores émis de 2021, 2024 et 2025. Le rapport de 2021 conclut à un respect des émissions sonores. Le rapport de 2024 présente une non-conformité en limite de propriété Est du site, en période nocturne. Le rapport précise que les installations fonctionnaient de manière inhabituelle ; durant la mesure, une anomalie a été détectée sur un ventilateur de tirage (intensité élevée et palier moteur hors service). Le rapport de 2025 fait suite à la non-conformité relevée en 2024. Alors que les analyses font apparaître un retour à la conformité, la conclusion dispose que « les installations ne respectent pas tous les critères définis ». Considérant que les niveaux sonores tangentent la norme maximale, l'exploitant prévoit d'engager une étude à l'appui de caméra acoustique afin de déterminer la source exacte de l'émission ; cette dernière pouvant provenir du site de CORNILLÉ SAS. Il est à noter qu'aucune plainte au titre du niveau sonore n'a été formulée auprès de l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un rapport 2025 cohérent entre les données fournies et la conclusion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'INSTALLATION D'INCINERATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance dans l'environnement
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement selon une fréquence annuelle.</p> <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p>
Constats : <p>Par courriel du 03/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports de suivi environnemental pour les années 2023 et 2024. Chacun d'entre eux s'intéresse aux dioxines et aux teneurs en éléments « traces métalliques » dans le sol.</p> <p>En préambule de ces rapports, l'exploitant rappelle l'emploi d'une méthode préconisée par l'INERIS. La surveillance s'intéresse à 6 points dont 2 (S7 et S9) sont situés dans la zone d'influence maximale du panache ; les 4 autres (S1, S3, S4 et S5) sont situés dans la zone d'influence n°2.</p> <p>À l'exception du point S9 qui correspond à un espace vert, les points concernent des sols agricoles.</p> <p>Alors que le plan de localisation des prélèvements de sols indique une localisation du point S7 en zone 4 et du point S9 en zone 3, le chapitre « contexte et but de l'étude » situe ces deux points dans la même zone d'influence.</p> <p><u>Dioxines</u></p> <p>Bien qu'une progression des dioxines apparaisse sur l'ensemble des parcelles analysées, les niveaux mesurés restent faibles.</p> <p>Pour autant, le bureau d'études préconise un suivi particulier de la parcelle S3, en raison d'une valeur atteignant 14 % de la valeur d'alerte.</p> <p><u>Traces métalliques</u></p> <p>Deux parcelles font l'objet de prélèvements, elles relèvent des points :</p> <ul style="list-style-type: none">- S7, situé dans la zone la plus exposée ;- S4, situé contre le vent. <p>Il en résulte qu'aucun impact potentiel n'est mis en évidence.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées qu'il prévoit bien d'ajouter, en 2026, un point de surveillance supplémentaire tel que décidé lors du dernier comité de suivi de site. Ce point se rapprochera des habitations.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ La légende associée au plan de localisation des prélèvements de sols mériterait d'être complétée en ce qui relève des zones 2 et 3 ; la zone 1 étant considérée comme faible influence et la zone 4 comme forte influence.

→ Il convient de mettre en cohérence localisation et propos relatifs aux points S7 et S9.

→ Dans un objectif de bonne compréhension, le terme de parcelle ne peut être employé comme synonyme de point de surveillance.

L'inspection des installations classées reviendra vers l'exploitant afin qu'il puisse préciser certains points sur la méthodologie de surveillance et sur les résultats obtenus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Performance énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 8.11
Thème(s) : Autre, moyens de mesures
Prescription contrôlée : l'exploitant met en place les moyens de mesures nécessaires à la détermination de chaque paramètre pris en compte pour l'évaluation de la performance énergétique. Ces moyens de mesure font l'objet d'un programme de maintenance et d'étalonnage défini sous la responsabilité de l'exploitant. La périodicité de vérification d'un même moyen de mesure est annuelle. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées, les résultats du programme de maintenance et d'étalonnage.
Constats : L'exploitant a présenté un tableau (transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 16/09/2025, sous l'intitulé « plan de comptage ») répertoriant : <ul style="list-style-type: none">- les compteurs de vapeur, d'électricité et de gaz ;- la date de la dernière intervention et son type (maintenance ou étalonnage) ;- la fréquence de contrôle. En ce qui concerne les moyens de suivi de production de chaleur, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'étalonnage était réalisé simultanément à la maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : description des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2005, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, entreposage des déchets
Prescription contrôlée : La capacité d'entreposage des déchets est d'environ 900 m ³ . Elle est constituée de : 5 trémies de déchargement représentant une capacité totale de 453 m ³ , 4 cuves de déchargement représentant une capacité totale de 200 m ³ , 1 entrepôt de stockage « tampon » représentant une capacité totale d'environ 240 m ³ .
Constats : L'installation présente bien 5 trémies, 4 cuves et 1 entrepôt de stockage « tampon ». Les trémies B1, B2, B3, dite « Cru » et dite « Farine » présentent respectivement des volumes de 90 m ³ , 90 m ³ , 120 m ³ , 100 m ³ et 53 m ³ , soit une capacité totale de 453 m ³ . Les cuves Q1, Q2 et dite « blanche » présentent respectivement des volumes de 30 m ³ , 25 m ³ et 25 m ³ . La cuve extérieure présente un volume de 60 m ³ . La capacité totale des cuves s'élève donc à 140 m ³ . L'entrepôt de stockage « tampon » permet un stockage de 2 caissons de 20 m ³ par ligne et ce sur 5 lignes. Il permet donc d'assurer un stockage maximal de 200 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite